**RAPPORT DE LA COMMISSION DES FINANCES
AU SUJET DU PREAVIS No. 3/19**

Objet	Crédit d'étude – Caserne du feu du SDIS Etraz-Région
Crédit demandé dans le préavis	CHF 185'000.00 TTC
Réalisation	En principe en 2019, pas de délai fixé
Demande de crédit corrigée maximum (vu la modification de la TVA et l'étude supplémentaire)	CHF 185'000.00 TTC
Financement	Par trésorerie et/ou emprunt aux meilleures conditions, dans les limites fixées par le plafond d'endettement validé par le Conseil communal
Amortissement	Prélèvement aux fonds de réserve «Investissements futurs», compte 9282.02, qui montre un solde de CHF 647'823.90 au 5 avril 2019
Plan d'investissement 2019-2023	Engagement englobé dans les 7 mios de francs figurant en 2019-2020 pour la construction de la caserne du feu « En Chétry ».

En exprimant de vifs remerciements pour toutes les informations reçues, le soussigné signale qu'il a été invité par le Président de la Commission ad hoc à plusieurs reprises, dans un souci de coordination :

- A la séance du 11 février 2019 de la Commission, en présence de M. Luc-Etienne Rossier, Syndic, M. Pascal Dufour, Commandant, et M. Jean-Philippe Egger, Architecte.
- A la séance du 21 mars 2019 avec M. Jean-Christophe de Mestral, Municipal.
- A la séance de la Commission du 4 avril 2019.

La Commission des finances (COFIN) se réfère à la planification des investissements.

Elle constate que le présent préavis municipal a trait à la poursuite indispensable des études, à l'issue du mandat d'études parallèles (MEP) réalisé préalablement. L'objectif de la phase actuelle est de finaliser l'étude technique, accompagnée d'une approche financière du coût par corps de métier, afin de préparer la mise à l'enquête publique du projet et d'obtenir le permis de construire

En ce qui concerne l'analyse des postes du crédit d'étude, la COFIN fait les remarques suivantes :

- Une erreur de calcul s'est glissée dans le montant de la TVA, celle-ci ayant été comptée à double sur les honoraires de l'architecte. Il en découle un amendement réduisant le crédit de CHF 10'000.--.
- Le coût correspond à des valeurs standard pour les prestations fournies.
- La COFIN se rallie à la Commission au sujet d'une étude complémentaire portant sur le sous-sol (second amendement).

La COFIN considère que ces études, avec les démarches parallèles à effectuer par la Municipalité, doivent aboutir à leur terme à une solution financière acceptable, s'agissant de l'impact sur les finances de la commune, et de type « clef en main », au titre des garanties cadrant les engagements relatifs à la construction.

En effet, il apparaît aujourd'hui, à un stade initial à faire évoluer, que les revenus futurs projetés ne couvrent qu'environ 2,5% brut de l'investissement et feraient ainsi porter à la commune d'Aubonne une charge proportionnellement supérieure à son poids démographique dans la région couverte par le SDIS Etraz.

La COFIN requiert donc un taux de **rendement de 5% de l'investissement**, sachant qu'il y a lieu de couvrir l'intérêt de la dette, l'amortissement de la dette sur 30 ans, les frais de réparation de l'immeuble au fil du temps, et de **prendre en considération qu'en plus de l'investissement la commune d'Aubonne met à disposition le terrain.**

Il est par ailleurs évident que toute réduction pertinente du coût de la construction sera de nature à concourir à l'atteinte d'un meilleur rendement.

Dans une perspective d'économies à long terme, la COFIN s'était préoccupée des synergies potentielles avec l'installation de la voirie « En Chétry ». Etant donné que cette opération n'apparaît pas d'actualité, il y a lieu d'envisager qu'en temps opportun le sujet soit repris dans l'hypothèse où cette éventualité devait se présenter.

1^{er} amendement

Le point 1 du décret est modifié comme suit :

1. Accorde un crédit de FR. 175'000.-- TTC pour le préavis municipal no 3/19 relatif au crédit d'étude de la caserne du feu du SDIS Etraz-Région.

2^{ème} amendement

Un point 1 bis est ajouté au décret, à savoir :

- 1bis Accorde un crédit complémentaire de FR. 10'000.-- TTC au préavis municipal no 3/19 pour une étude de stabilité du sous-sol de la caserne.

Les points 2 à 4 du décret restent inchangés.

Conclusion

Vu ce qui précède, la Commission des finances, à l'unanimité de ses membres, préavise positivement à l'octroi du crédit corrigé de CHF 185'000.00 TTC (suite aux amendements).

Le rapporteur : Jean-Charles Krebs

Aubonne, le 25 avril 2019